

HOUSE OF COMMONS

Monday, March 7, 1870

The Speaker took the chair at three o'clock.

DUTY ON COAL

Several petitions were presented, asking for the imposition of a duty on coal and other articles imported from the United States.

ASYLUM FOR INEBRIATES

Also, a petition from Baptists of the Lower Provinces, asking for the establishment of an Asylum for Inebriates.

IMMIGRATION AND COLONIZATION

Hon. Mr. Dunkin presented the first report of the Committee on Immigration and Colonization, recommending the reduction of the number of members required to form a quorum.

PETITIONS

Mr. MacFarlane presented the second report of the Committee on Standing Orders recommending the extension of the time for receiving petitions for one week.

AMALGAMATION OF BANK OF COMMERCE WITH GORE BANK

Mr. Morrison introduced a Bill intituled: "An Act to provide for the amalgamation of the Canadian Bank of Commerce, and the President, Directors and Company of the Gore Bank". Referred to the Standing Committee on Banking and Commerce.

DETROIT RIVER TRANSIT COMPANY

Hon. Mr. Carling introduced a Bill intituled: "An Act to incorporate the Detroit River Transit Company". Referred to the Committee on Railways.

NORTH-WEST PAPERS

Mr. Mackenzie said that before going on with the "questions" by members, he wished to bring a matter to the attention of the House. He said that on Friday last the report of the Committee appointed to look over the North-West papers, was brought down. He understood that the correspondents of some of the newspapers had got possession of some of the papers connected with that report. It would be well if these gentlemen should understand that these documents should not be published

CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 7 mars 1870

L'Orateur ouvre la séance à trois heures.

DROIT SUR LA HOUILLE

Plusieurs pétitions sont présentées pour demander l'imposition d'un droit sur la houille et autres produits importés des États-Unis.

MAISON POUR LES ALCOOLIQUES

Une pétition des Baptistes des provinces du Bas-Canada demandant l'établissement d'une maison pour les alcooliques est également présentée.

IMMIGRATION ET COLONISATION

L'honorable M. Dunkin présente le premier rapport du Comité de l'immigration et de la colonisation qui recommande la réduction du nombre de députés requis pour constituer un quorum.

PÉTITIONS

M. McFarlane présente le deuxième-rapport du Comité du Règlement de la Chambre recommandant la prorogation du délai de réception des pétitions d'une semaine.

FUSION DE LA BANQUE DE COMMERCE AVEC LA BANQUE DE GORE

M. Morrison dépose un bill intitulé: «Acte à l'effet de pourvoir à la fusion de la Banque Canadienne de Commerce avec le président, les directeurs et la compagnie de la Banque de Gore.» Le Bill est renvoyé au Comité permanent des Banques et du Commerce.

COMPAGNIE DE TRANSIT DE LA RIVIÈRE DÉTROT

L'honorable M. Carling dépose un Bill intitulé: «Acte pour incorporer la Compagnie de transit de la rivière Détroit.» Le Bill est renvoyé au Comité des chemins de fer.

DOCUMENTS SUR LE NORD-OUEST

M. Mackenzie déclare qu'avant de passer aux «questions» des membres, il désire porter une question à l'attention de la Chambre. Il rappelle que le rapport du Comité désigné pour examiner les documents du Nord-Ouest a été déposé le vendredi précédent. Il a entendu dire que les correspondants de certains journaux ont pris possession de quelques documents liés à ce rapport. Il serait bien que ces messieurs comprennent que ces documents ne doivent pas être publiés avant d'être déposés à la Chambre

before they were laid before the House, and that no newspaper should get them before the House did. If the practice of allowing the press to have the use of these papers was to be continued, it was only fair that they should be given to all the newspapers at the same time.

Hon. Sir John A. Macdonald said, as he understood the matter, these and all other papers were brought down for the use of the members of the House and no person should get them before them. The prime object in getting down papers was for the use of the House. That the information should be given to the public, through the press, was a secondary consideration.

Mr. Mackenzie said the members of the press were not to be blamed, because, as a rule, they had been allowed to get possession of these documents as soon as they were brought down; but, in this case, where eliminations were to be made, it was not expedient that they should have been taken away. However, the general rule authorized the press correspondents in their attempts to get the ordinary papers.

Hon. Sir John A. Macdonald said this was an exceptional case.

Hon. Mr. Wood asked if he had understood the leader of the Government to state, that when papers were brought down to the House that they were not then public, and had not the members of the press a right to get them and print them? He had always understood that papers were published, and were public property as soon as they were brought down to the House.

Hon. Sir John A. Macdonald said that these papers were given to the press as a matter of practice, but still the principle should not be violated, that the House should have the complete control of papers laid on the table.

THOROUGHbred STOCK

Mr. Benoit asked whether it was the intention of the Government to abolish, during the present session, the duties imposed by the tariff of 1868 on cattle imported specially for the improvement of the breed?

Hon. Sir Francis Hincks said he must return an answer similar to the one he gave last week on a kindred subject, namely, that the policy of the Government on this and other matters of the same kind would be declared at a future period of the session.

[Mr. Mackenzie—M. Mackenzie.]

et qu'aucun journal ne doit les recevoir avant la Chambre. Si l'on doit continuer de permettre à la presse d'utiliser ces documents, il n'est que juste de les distribuer à tous les journaux en même temps.

L'honorable sir John A. Macdonald mentionne que, comme il comprend la question, ces documents, et tous les autres, sont déposés à l'intention des membres de la Chambre et que personne d'autre ne doit se procurer avant eux. Les documents déposés sont d'abord destinés à la Chambre. L'information du public, par l'intermédiaire de la presse, devient une considération secondaire.

M. Mackenzie précise qu'il ne faut pas blâmer les membres de la presse, puisque, en général, on leur permet de prendre possession de ces documents aussitôt qu'ils sont déposés; mais, dans ce cas-ci, où des suppressions s'imposaient, il n'était pas opportun de laisser sortir les documents. Cependant, la règle générale autorise les correspondants de la presse à tenter de se procurer les documents courants.

L'honorable sir John A. Macdonald précise qu'il s'agit ici d'un cas exceptionnel.

L'honorable M. Wood demande s'il a bien compris que le chef du gouvernement avait déclaré que les documents déposés à la Chambre ne sont pas encore publics et que les courriéristes parlementaires ne sont pas autorisés à s'en emparer pour publication. Il a toujours entendu dire que les documents sont publiés et qu'ils deviennent la propriété publique dès qu'on les dépose à la Chambre.

L'honorable sir John A. Macdonald répond que ces documents sont distribués à la presse en vertu d'une pratique établie mais que, néanmoins, le principe ne doit pas être violé et qu'il appartient à la Chambre de disposer des documents déposés en Chambre.

BESTIAUX DE RACE

M. Benoit demande si le gouvernement se propose d'abolir, au cours de la présente session, les droits imposés par le tarif de 1868 sur les bestiaux importés spécialement pour l'amélioration de la race.

L'honorable sir Francis Hincks mentionne qu'il doit répéter ici la réponse qu'il a donnée, la semaine dernière, sur un sujet analogue, soit que la politique du Gouvernement en la matière, et sur d'autres sujets semblables, sera énoncée à une période ultérieure de la session.